

## L'institutionnalisation du salafisme marocain

Le Mouvement 20-F a dévoilé un fait inédit : l'ouverture du dialogue avec l'aile modérée du salafisme et un appel à la réconciliation entre ce secteur et l'État.

Beatriz Mesa

Il n'y a pas de doute que le *Printemps arabe* a eu un impact profond sur les enjeux nationaux des pays maghrébins et l'un des « effets de contagion » relève du domaine de la réorganisation des salafistes. Dans un contexte régional et international marqué par le changement politique, les processus de libéralisation politique et l'élan de la défense des droits de l'Homme, les salafistes cherchent un nouveau système d'organisation leur octroyant une certaine visibilité et une certaine légitimité politique et publique. En ce qui concerne le Maroc, le mouvement protestataire du 20 Février a contribué à la normalisation du salafisme. Plus concrètement, l'aura de liberté créé à la suite des soulèvements populaires a permis l'intégration du langage salafiste dans la mesure où celui-ci respecte les principaux piliers sur lesquels repose le système : monarchie, islam et intégrité territoriale. De ce fait, les autorités marocaines s'apprêtent à mettre en marche une révision de la pensée imprégnée des idées préconisées par les adeptes de la Salafiya.

### De l'alliance avec le pouvoir à la menace

Depuis que l'idéologie communiste ne signifie plus une menace mondiale et qu'à sa place la nouvelle tête de turc porte l'étiquette de l'« islamisme », les membres du courant salafiste marocain se sont vus soumis à un suivi systématique, ils ont été marginalisés et ignorés par la société et l'État. Les premiers signes et intimidations à l'encontre du secteur le plus conservateur du pays ont débuté en 2002 lorsque les acteurs du courant salafiste ont discuté la politique étrangère des États-Unis dans les pays arabo-musulmans et ont critiqué la dite « lutte contre la terreur ». Pour lors, deux tendances affleuraient dans le paysage religieux : la première, normalisée, incarnée dans la figure de Mohammed Magraoui, une autorité religieuse installée à Marrakech, qui loin de chercher l'affrontement direct avec le système, avait une vocation intégratrice. Et la deuxième, identifiée avec des salafistes de renom tels Omar Hadouchi, Hassan el Kettani, Mohammed Fizazi et Abou Hafs qui ont harangué un double discours. Vers

l'extérieur ils projetaient des idées modérées basées sur la conviction selon laquelle l'islam est une idéologie non seulement religieuse mais aussi politique. Mais, chez eux, ils préconisaient la pratique du *jihad* en tant qu'une façon de matérialiser la pensée politique de libération des terres musulmanes dans des cas concrets comme en Irak ou en Afghanistan.

De plus, des disciples de la franchise d'Oussama Ben Laden sont passés entre leurs mains, lesquels ont ensuite entrepris le voyage de la guérilla. Les uns comme les autres ont fini en exil ou en prison, juste après le sanglant attentat contre les Tours Jumelles à New York en 2001. Deux ans après, les attaques de Casablanca ont accentué le sentiment de menace qu'éveillaient les mouvements islamistes proches de l'idéologie saoudienne wahhabite, qui soutient que les textes religieux n'ont qu'une seule signification et que la parole de Dieu n'envisage aucune interprétation. La barbarie a toujours marqué le courant religieux auquel Hassan II avait paradoxalement eu recours pendant les années de plomb pour se faire des muscles contre la vague communiste qui mettait en danger son système. Des milliers de musulmans de différentes tendances modérées et plus extrémistes ont été arrêtés. Se déclarer publiquement adepte de la Salaf entraînait le contrôle et le suivi des autorités, et toute manifestation débordant du cadre du discours officiel – une reconnaissance claire du roi alaouite en tant que Commandeur des Croyants – signifiait une peine de prison.

### Réhabilitation du salafisme

Cependant, le phénomène du *Printemps arabe* a radicalement transformé l'arène politique tunisienne et égyptienne, avec des effets irrémédiables sur la société marocaine. À présent, les hommes, que l'on appelait péjorativement les barbus et qui représentaient un danger pour la société étant donné qu'ils défendaient – parfois avec des méthodes violentes – les idées de récupération de l'identité arabo-musulmane, l'islamisation de la société ou le retour au temps du califat, n'apparaissent pas seulement sur la scène poli-



Le salafiste Mohammed Fizazi./AFP PHOTO/ ABDELHAK SENNA/GETTY

tique, mais affichent même un certain pouvoir et commencent à écrire les desseins de leurs sociétés.

Précisément, la libéralisation du domaine politique en Tunisie et en Égypte a eu une répercussion au Maroc où le Mouvement 20-F a dévoilé un fait inédit : l'ouverture du dialogue avec l'aile modérée du salafisme marocain et un appel à la réconciliation entre ce secteur, encore minoritaire dans la société, et l'État.

Il n'y a pas de doute sur le fait que nous avons maintenant sur le tapis les premières négociations entre le Makhzen et les salafistes « reconvertis », c'est-à-dire ceux qui sont disposés à réaliser une révision de la pensée et à intervenir dans le processus démocratique du Maroc en acceptant une première prémisse : que le roi est le Commandeur des Croyants et sa figure incarne l'islam sunnite. De plus, les airs révolutionnaires de 2011 ont fait que la société commence à intégrer le langage salafiste non violent et qu'elle le normalise. Ceci dit, le salafisme se réforme-t-il au Maroc ou est-ce le système qui change au nom de la « normalisation » du salafisme ? Il existe des éléments à l'appui de ces deux positionnements.

Comme d'autres salafistes historiques, Mohammed Fizazi, un homme pieux condamné à des années de

prison pour avoir fait l'apologie du terrorisme, a assuré, après être sorti de prison à la faveur d'une grâce royale, s'être « réformé » et avoir accepté les règles du jeu démocratique qu'il avait reniées puisque les seules lois acceptées par les islamistes de cette nature-là proviennent seulement et exclusivement de Dieu. Sa priorité est de continuer à prêcher l'islamisation de la société « pervertie par le travail des mouvements laïcs émergents », a-t-il assuré, et collaborer avec le système contre les acteurs de la société qui cherchent un changement de régime et qui font trembler le système, dont une petite élite politique profite. La perversion – signale l'islamiste – provient aussi des partis politiques non islamistes qui ont gouverné ces dernières années, puisqu'ils sont les responsables directs de la fièvre sociale, la marginalisation du monde rural, la pauvreté, l'ignorance, le libertinage et l'absence de valeurs morales.

### Vocation intégratrice

L'islamiste Fizazi fait partie de ceux qui cachent un deuxième agenda. Conscient du fait que la seule façon d'arriver à un État imprégné des va-

leurs islamistes est d'intégrer le système et d'accepter le discours politique, il se jette dans l'arène électorale, prêt à former un parti politique : le Parti du Savoir et du Travail (PST). À la chaleur du *Printemps arabe*, il n'est pas le seul salafiste à être sorti de sa tanière pour commencer à ourdir une stratégie morale l'aidant à obtenir une certaine visibilité, lors des prochaines élections législatives.

Il existe d'autres figures du courant salafiste et d'anciens membres de la *Chabiba Islamiya* (Jeunesse islamique, considérée comme la première expression de l'islamisme au Maroc), dont Hassan Kettani et Abou Hafs – deux faucons du salafisme non violent avec une légion d'adeptes – qui, après avoir reçu la grâce royale de Mohamed VI et leur liberté, à la veille du mouvement du 20 Février, aspirent à importer le projet de société d'Al Nour en Égypte.

Parmi leurs priorités, ces deux islamistes cherchent à continuer à prêcher et à défendre les droits de l'Homme des prisonniers politiques qui ont montré leur disposition à coopérer avec l'État, en garantissant leur appui aux réformes entreprises par le pays et la stabilité en échange d'une certaine visibilité et d'un certain leadership dans le domaine politique marocain actuel. Récemment, Hadouchi, Hafs et El Kettani, une fois leur conversion, purement stratégique, promise, et après avoir dépuré leur cerveau des idées de croisades, ont érigé dans la ville de Casablanca l'association « Al Bassira pour l'éducation et la prédication ». Un premier pas dans un long parcours vers l'institutionnalisation de ce courant contrôlé par le régime et première pierre afin d'entrer dans l'arène politique. « Le gouvernement doit agir de façon intelligente vis-à-vis de la diversité. Il vaut mieux qu'ils s'expriment au lieu de fonctionner de façon violente », déclarait Youssef Blal, politologue et spécialiste des mouvements islamistes.

En guise de conclusion, Rabat a déployé plusieurs lignes stratégiques pour normaliser le courant salafiste, afin de le récupérer et de l'utiliser pour protéger le système. Les salafistes, de leur côté, gagnent en visibilité et obtiennent l'impunité dans le travail de terrain où ils utilisent le tissu social avec des messages de lutte pour la paix et la justice sociale ayant l'islam pour toile de fond. Une fois la tendance salafiste éloignée du discours violent légitimé, le pas suivant consiste à la confronter à la tendance radicale pour provoquer une fracture au sein de ce mouvement non uniforme. « Bien sûr, bien que la frontière entre les uns et les autres repose sur le caractère violent du combat, idéologiquement les salafistes modérés aussi bien qu'extrémistes pensent la même chose. C'est réformer la pensée qui est difficile », a reconnu le salafiste et ancien membre de la Chabiba, Abderrahim Mouhtad, président de l'association Annasir pour la défense des détenus salafistes, selon lequel « l'État a besoin de ces acteurs en raison de leur capacité d'influence sur la

société. La solution de ce dossier ne porte qu'un seul nom : la réconciliation ».

## Défis

**E**n premier lieu, les stratégies du système marocain passent par la modération des voix salafistes, très divergentes et divisées en leur sein. C'est précisément la faiblesse de ce mouvement, au moment de s'unifier dans une même structure, qui facilite le travail de l'État pour le fractionner et le diviser. Jusqu'ici, l'on connaît trois catégories de sympathisants de la Salafiya à l'intérieur des prisons, une structure extrapolable à l'extérieur : en premier lieu, la catégorie radicale qui refuse frontalement la compatibilité de la défense des droits de l'Homme avec l'islam. Ses membres sont des idéologues plus traditionalistes et ils basent leur discours sur l'application de la charia. On y retrouve les *moujahidines* (« marocains afghans ») qui ont combattu sur les différents fronts ouverts. Deuxièmement, la catégorie centriste qui fait allusion à la défense des droits de l'Homme mais avec des références islamiques. Et, finalement, les modérés, qui excluent le discours religieux et se tiennent au domaine des droits de l'Homme.

Au vu de la classification du mouvement, l'État pense qu'en accaparant les modérés, il peut réussir à diviser le vote du Parti de la Justice et du Développement (PJD), vainqueur des élections pour la première fois dans l'histoire politique du Maroc et dont le bras idéologique travaille sur le tissu social en accomplissant un grand travail humain, en particulier parmi les secteurs les plus malmenés. Leurs attentes de se renouveler au gouvernement sont élevées, à moins que le manque d'indépendance, les ravages de la crise économique et la stratégie étatique qui les rend responsables des « maux » du pays, ne provoquent un effet contraire et ne leur soustraient des votes. Ainsi, l'atout de l'autorisation des partis salafistes avec un projet politique dans le cadre de la Constitution pourrait affaiblir le PJD. L'État, de son côté, a besoin de la garantie selon laquelle les salafistes accepteront d'accéder à la sphère publique en adoptant un discours politique éloigné de la violence. Jusqu'à l'heure, les premiers pas réalisés s'acheminent vers leur participation politique. La victoire graduelle des uns et des autres fera en sorte que l'État gagne des appuis et que les islamistes avancent dans leur rêve et leur chemin vers l'érection d'un État islamique. ■